Oletta : finances de la commune

Commune · Haute-Corse (2B) · 1 833 habitants · tranche 500 à 1 999 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Oletta affichait un encours de dette de 4,1 M€, soit 2 212 € par habitant, une épargne brute égale à 24,8 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 3,5 ans.

Dette par habitant
2 212 €
4,1 M€ au total

Capacité de désendettement
3,5 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
24,8 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
1 932 € / hab.
3,5 M€ au total

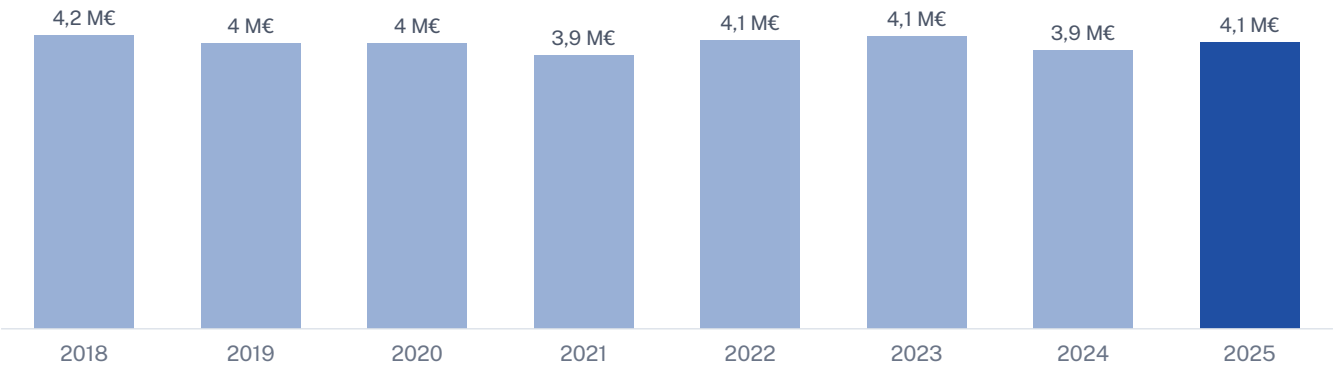
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 11 237 communes de 500 à 1 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	1 932 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	54,2 %	1 047 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	24,8 %	636 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	2 212 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	1 162 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Combien rapportent les impôts locaux ?	874 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 4,2 M€ en 2018 à 4,1 M€ en 2025 (-2,4 %). Valeur la plus basse : 3,9 M€ en 2021.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	4,2 M€	7,9 %	17,4 ans	430 k€
2019	4 M€	9,2 %	14,6 ans	254 k€
2020	4 M€	10,4 %	13,1 ans	516 k€
2021	3,9 M€	19,1 %	5,6 ans	675 k€
2022	4,1 M€	12,9 %	8,8 ans	1,7 M€
2023	4,1 M€	6,5 %	17,4 ans	880 k€
2024	3,9 M€	9 %	11,4 ans	1 M€
2025	4,1 M€	24,8 %	3,5 ans	2,1 M€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Oletta	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	2 212 €	728 €	+203,9 %
Impôts locaux par habitant	874 €	548 €	+59,4 %
Frais de personnel par habitant	1 047 €	417 €	+150,9 %
Investissement par habitant	1 162 €	496 €	+134,1 %
Taux d'épargne brute	24,8 %	22,5 %	
Capacité de désendettement	3,5 ans	3,4 ans	

Jumelles : Saint-Julien-en-Born (40), Sainte-Eulalie-en-Born (40), Monticello (2B), Gaillan-en-Médoc (33), Callas (83), Lombez (32), Lanvollon (22), Sisco (2B), Roujan (34), Saint-Palais (64). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	1 669	1 833	+9,8 %	+2,8 %
Dette par habitant	2 420 €	2 212 €	−8,6 %	−22,2 %
Impôts locaux par habitant	757 €	874 €	+15,4 %	+26,1 %
Frais de personnel par habitant	984 €	1 047 €	+6,4 %	+23,7 %
Taux d'épargne brute	9,2 %	24,8 %	+15,5 points	−5,3 points
Capacité de désendettement	14,6 ans	3,5 ans	−11,2 ans	0 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		3 868 €		7 269 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Oletta	Comparaison
Habitants (2023)	1 780	+16,1 % depuis 2012 (département : +9,6 %)
65 ans ou plus (2023)	31 %	département : 25,1 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	2,2 pour 100 habitants	département : 2,9
Salariés du secteur privé (2025)	248	+3,8 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	120	−13 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	102,8	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

640 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 450 emplois, soit 67 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	4,5 %	2,1 %	1,3 %	5,6 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	13,1 %	11,8 %	6,6 %	15,5 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	9,6 %	11,2 %	20,1 %	6,5 %
Professions intermédiaires	26,3 %	23,7 %	26,4 %	21,7 %
Employés	28,9 %	32,5 %	26,1 %	33,9 %
Ouvriers	17,6 %	18,8 %	19,5 %	16,8 %

Professions les plus exercées par les habitants : Corse

Profession	Habitants (environ)	Part
Secrétaires, employés de la bureautique	3 770	2,6 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	2 990	2,1 %
Ouvriers peu qualifiés du gros ?uvre du bâtiment	2 570	1,8 %
Infirmiers en soins généraux salariés	2 430	1,7 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	2 270	1,6 %
Aides-soignants	2 050	1,4 %
Personnels intermédiaires administratifs des collectivités territoriales et des hôpitaux publics	1 980	1,4 %
Serveurs	1 930	1,3 %
Enseignants titulaires du primaire	1 920	1,3 %
Ouvriers peu qualifiés du second ?uvre du bâtiment	1 890	1,3 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	1 780	1,2 %
Employés des services comptables et financiers	1 780	1,2 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Haute-Corse (2B)) : 11 215 au moins, dont 52,4 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Serveurs de cafés restaurants	1 322	44,9 %
Agriculteurs	1 028	51,2 %
Employés de l'hôtellerie	824	63,8 %
Viticulteurs, arboriculteurs	647	40,8 %
Cuisiniers	614	51,5 %

Métier	Projets	Difficiles
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	533	31,1 %
Employés de libre service	404	51,7 %
Maçons qualifiés	261	91,2 %
Vendeurs en produits alimentaires	230	52,2 %
Jardiniers des espaces verts et naturels	229	53,7 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Oletta
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	1,2 M€ pour 16 projets
Par habitant	652 € (communes de même taille : 210 € ; département : 656 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	42,1 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2025	DETR	Amenagement urbain T2 - Place neuve	450 868 €
2024	DETR	Amenagement du centre bourg : parvis de la mairie, poste et ecole	134 930 €
2023	DETR	Création d'un plateau sportif	116 894 €
2024	DETR	Amenagement urbain - rehabilitation du lavoir de la croix	60 386 €
2025	DETR	Amenagement Urbain Phase ndeg2 - Renovation du Carrughju Jean Mattei	58 884 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.